

MILLIONNAIRES ET ESCADRONS DE LA MORT

L'extrême droite au pouvoir au Salvador



Antonio Saca a été investi, le 1er juin 2004, président du Salvador à la suite d'une campagne électorale inéquitable. Sa première décision aura été de confirmer le maintien des troupes salvadoriennes en Irak. L'arrivée au pouvoir du leader du parti nationaliste d'extrême droite, ARENA, responsable des massacres des années 80, marque une nouvelle étape dans le contrôle du pays par un groupe de milliardaires ultra-catholiques soutenus par les États-Unis.

page 2

La contestation contre Bush s'amplifie

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le texte collectif de 20 ambassadeurs et 6 généraux secoue Washington. Les auteurs, qui déclarent agir dans l'intérêt des États-Unis et non de John Kerry, appellent les électeurs à mettre Bush dehors. Comme les précédentes pétitions de diplomates britanniques et états-unis, celle-ci dénonce l'unilatéralisme et l'alignement de Washington sur Tel Aviv. La critique se centre sur le refus de la guerre des civilisations en prenant soin de ne pas analyser le 11 septembre.

page 7

REPÈRE : 18 JUIN 1963

Terrorisme d'État contre les militants pour les droits civiques

La lutte pour les droits civiques de la population noire aux États-Unis, maintenue dans un état de ségrégation officielle dans les États du Sud, se développe en cette année 1963. Edgar J. Hoover, le chef du FBI, profondément raciste et anticommuniste, n'a pas de grands efforts à fournir pour convaincre ses troupes que cette agitation est le fruit d'un complot judéo-communiste « qui a monté la tête aux nègres ». Partout les militants abolitionnistes sont agressés par des « inconnus » - sur ordre du FBI. Le 12 juin 1963, le célèbre avocat défenseur des droits civiques Medgar Evers est abattu sur le pas de sa porte à Philadelphia. Son assassin, un policier membre du Klu Klux Klan, ne se cache pas et est finalement arrêté, le 18 juin, avant d'être immédiatement relâché. Jugé et acquitté à deux reprises par un jury entièrement blanc, le policier est soutenu par le gouverneur de l'Alabama, George Wallace. Plus de 170 militants pour les droits civiques furent victimes du terrorisme d'État aux USA, entre 1952 et 1972. ■



IRAK : LA « GUERRE DES CŒURS ET DES ESPRITS » EST OFFICIELLEMENT PERDUE

En pleine campagne électorale, un sondage confidentiel, commandé par l'Autorité provisoire de la Coalition (CPA) et réalisé entre le 14 et le 23 mai auprès d'un millier d'Irakiens des six principales villes, est arrivé à la connaissance d'Associated Press. La marge d'erreur de cette étude est de 4,1 %. Seuls 2 % des Irakiens voient les forces d'occupation comme des libérateurs, quand 3 % les considèrent comme des forces de maintien de la paix et 92 % comme des occupants. Par ailleurs, seuls 11 % des sondés font confiance à la Coalition, chiffre qui s'élevait à 47 % au mois de novembre dernier. Interrogé à ce sujet lors du point presse de la Maison-Blanche, le porte-parole Scott McClellan a déclaré qu'il ne l'avait pas vu, avant d'ajouter piteusement : « Le président a dit auparavant que personne ne veut être occupé. Et nous ne voulons pas être des occupants. » ■

Millionnaires et escadrons de la mort

L'extrême droite au pouvoir au Salvador

Antonio Saca a été investi, le 1er juin 2004, président du Salvador à la suite d'une campagne électorale inéquitable. Sa première décision aura été de confirmer le maintien des troupes salvadoriennes en Irak. L'arrivée au pouvoir du leader du parti nationaliste d'extrême droite, ARENA, responsable des massacres des années 80, marque une nouvelle étape dans le contrôle du pays par un groupe de milliardaires ultra-catholiques soutenus par les États-Unis.

Este artículo puede ser consultado en español en redvoltaire.net
Cet article est disponible en Espagnol sur redvoltaire.net



Elias Antonio Saca et son épouse, peu avant l'investiture présidentielle

Avant toutes choses, rappelons que, d'après le journal *El Diario de Hoy* du 29 janvier 2004, Tony Sacan, alors candidat de l'ARENA (*Alianza republicana nacionalista*, Alliance républicaine nationaliste) à la présidentielle, bénéficiait du soutien de groupes républicains états-uniens et surtout de l'exécutif US. Cela l'a conduit à collaborer avec des personnalités comme Robert Pardo-Maurer, assistant du sous-secrétaire à la Défense, avec qui « *il s'est entretenu au sujet de la coopération envisagée en matière de sécurité et de lutte contre le narcotrafic*

et le terrorisme », ou Otto Reich [1], membre du Conseil national de sécurité et encore Barry Jackson, assistant du président George W. Bush.

En outre, Saca a été reçu par des représentants de la Fondation Heritage [2], association conservatrice qui était présidée par Dan Fisk, l'actuel sous-secrétaire adjoint du département d'État pour l'hémisphère occidental. La Fondation Heritage déploie quant à elle d'importants moyens pour s'opposer aux forces de la gauche latino-américaine, aussi bien pour soutenir l'activisme anti-avortement que les projets de domination militaire et économique.



Ainsi il n'est pas surprenant que début mai, lors de sa visite au Mexique et après avoir bien entendu participé à une conférence à l'université des **Légionnaires du Christ** d'Anahuac, l'actuel président élu du Salvador, Tony Saca, se soit dit favorable « à ce qu'il y ait à Cuba une vraie démocratie comme dans toutes les nations de la région ».

Interrogé sur le plan d'action états-unien pour accélérer la chute de Fidel Castro [3] et la demande pour que l'Amérique latine y participe, Saca a menacé que « le Salvador [contribue] à toute activité mondiale qui [améliore] la démocratie dans n'importe quel pays ».

Comme d'autres personnalités politiques conservatrices, Saca, qui fut également président de l'Association nationale des entreprises privées, c'est-à-dire du patronat, a pour habitude de manipuler le sentiment religieux à des fins politiques. À titre d'exemple, en assistant à une messe à Zacatecoluca (La Paz) durant sa campagne présidentielle de décembre 2003, Saca avait affirmé « Je ne cherche pas un marché électoral ; je me trouve dans cette cathédrale parce que je suis catholique et que je ressens la nécessité de la parole de Dieu ».

Après la messe, le candidat avait déclaré qu'il se sentait très ému par l'accueil qui lui avait été réservé en ces lieux avant d'ajouter qu'en priant pour le Seigneur il s'en était remis à lui pour la présidence de la République.

Le 26 mars 2004, après avoir remporté les élections présidentielles, il s'était rendu à la cathédrale de San Salvador pour requérir la sagesse auprès de Dieu afin de pouvoir gouverner le pays durant les cinq années à venir. « Nous louons Dieu pour nous avoir donné un président catholique ! », criait une fille près de la cathédrale métropolitaine, quelques minutes après que le président

nouvellement élu fut sorti du temple.

Pour sa part, le nouveau mandataire annonçait : *« Je suis venu à l'église en tant que chrétien, pour remercier Dieu d'avoir organisé un événement démocratique le dimanche. Je suis de même reconnaissant envers le peuple salvadorien pour nous avoir donné son vote et je demande à Dieu la sagesse divine pour ce travail qui commence tout juste ».*

Le parti de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) fut fondé en 1981 comme contrepoint conservateur à l'insurrection de la gauche, qu'elle voulait liquider par la voie militaire. Son créateur était Roberto D'Aubuisson, personnage controversé, lié aux escadrons de la mort pendant la guerre civile puis candidat malheureux aux élections présidentielles de 1984 [4]. Durant la décennie 90, des rapports des Nations unies sur les Droits de l'homme au Salvador attribuaient à l'ARENA la responsabilité de l'organisation des escadrons de la mort et de plusieurs massacres.

Dans les conditions extrêmes de la guerre civile de ce pays, ARENA faisait clairement montre de la trajectoire et du profil typique des organisations politiques de l'extrême droite latino-américaine, dont entre autres : les liens dans le secteur privé, le soutien aux projets conservateurs catholiques, les relations avec les républicains états-uniens et des **liens avec des branches radicales de la communauté des exilés cubains**.

L'Institut Républicain International, ou IRI, organe de la NED/CIA [5] lié au parti républicain états-unien, a collaboré avec l'ARENA, notamment lorsqu'il s'agissait d'exporter l'expérience de ce parti dans des lieux aussi reculés que le Cambodge. En 1993, l'IRI et l'USAID (*U.S. Agency for International Development*) y ont organisé un « *groupe d'éducation à la démocratie* » auquel participait de loin Raúl García Prieto, vice-président de l'ARENA, suscitant des critiques étant donné le parcours sanglant de son parti. Des années plus tard, en Juillet 2001, García Prieto fut arrêté en raison de divers scandales de mauvaise gestion de ressources au nom de l'établissement *Banco de Fomento Agropecuario*, dont il était le président exécutif.

Grâce à l'ARENA, de sinistres figures de l'exil cubain ont trouvé refuge au Salvador, comme par exemple le terroriste Luis Posada Carriles, alias Bambi, exécutant en 1976 du sabotage de l'avion de la Cubana aux Barbades qui avait fait 73 victimes et impliqué dans plusieurs complots terroristes contre ce pays.

Selon une note du ministère de l'intérieur cubain, en 1999 l'ARENA préparait depuis le Venezuela un attentat contre Fidel Castro dans le cadre du 7ème Sommet latino-américain et constituait « *un soutien solide aux organisations terroristes en Amérique centrale, dont elle [prenait] en charge l'entraînement, le recrutement, l'achat d'armes et le financement, ce qui représente un appui logistique important* ».



Le 5 octobre 1999, à précisément seize heures, le gouvernement cubain remettait au président Francisco Flores, membre de l'ARENA, un épais document indiquant que Posada Carriles « *militait, conspirait et opérait à partir du Salvador* », et Fidel Castro déclara plus tard dans un discours que le gouvernement salvadorien « *le connaissait, le tolérait et le cachait* ».

Comme il est désormais notoire, le conservatisme catholique insiste sur la répression sexuelle, pour laquelle le Vatican ainsi que la droite religieuse états-unienne ont créé des organisations anti-avortement.

Au Salvador, l'une des principales organisations de ce type est la Fondation Oui à la Vie présidée par Julia Regina de Cardenal, qui est également chanteuse et a participé aux activités de groupes anti-avortement dans d'autres pays d'Amérique centrale. Cette fondation, qui est une filiale de la transnationale Vida Humana International, dont le siège est situé à Miami, fut créée en 1989 sur la base d'un groupe d'oraison pour la rénovation charismatique catholique.

Dans ses activités contre la dépénalisation de l'avortement et contre la liberté de disposer de son corps, Regina de Cardenal agit en interaction avec des personnalités de la hiérarchie catholique comme le cardinal Fernando Saenz Lacalle [6], dirigeant de l'*Opus Dei* et *ex-général*, et avec l'ARENA, sachant qu'elle a soutenu les propositions anti-avortement de ladite fondation dont est membre l'époux de Regina de Cardenal, Luis Cardenal. Ce dernier brigua, en 2000, la mairie de San Salvador et, soutenait les actions de Oui à la vie et d'autres groupes pour que soit maintenu dans la constitution le « *droit à la vie depuis la conception* », en 1999, alors qu'il était président de la Chambre de commerce,.

À cette occasion, le cadre politique de l'ARENA s'indignait contre les « *tentatives sournoises de mettre fin à la vie humaine en ayant recours à divers arguments tels que l'eugénisme ou l'euthanasie* ».

Faisant référence à ces droits, dans un communiqué de presse du 13 mars 2000, l'organisation conservatrice états-unienne Human Life International, dont la branche latino-américaine est l'organisation Vida Humana Internacional, signalait : « *Le dimanche 12 mars 2000, au Salvador, se tenaient les élections pour les postes de maires et députés du gouvernement. L'ARENA (Alianza Republicana Nacionalista), parti politique composé en majorité de personnes qui défendent la foi chrétienne, la vie et la famille, a perdu la mairie de San Salvador face à la FM (Federación Farabundo Martí de Liberación Nacional), le parti d'opposition composé de personnes favorables à des mesures nuisibles pour le pays, comme l'avortement et le féminisme extrémiste ainsi qu'un plan d'action socialo-communiste. Luis Cardenal, candidat à la mairie de San Salvador pour le parti ARENA, avait mené une grande campagne contre son opposant Héctor Silva du parti FMLN* ».

Or, selon plusieurs analystes, cette même campagne millionnaire menée par Luis Cardenal, qui avait également été patron des patrons salvadoriens, s'était transformée en boomerang en raison de son caractère ostensiblement rattaché à une organisation qui s'est préoccupée de gouverner uniquement pour les riches.

Pour sa part, Julia Regina de Cardenal est également journaliste au quotidien *El Diario de Hoy*, où elle a notamment accusé l'ONU de « *promouvoir un programme anti-vie, anti-famille, anti-religion, anti-maternité et anti-culturel* », au motif que, selon elle, au Conseil de l'enfance de l'ONU, en mai 2002, on avait voulu introduire des termes « *favorables à l'avortement* » et « *contre la famille* » dans le document final de la réunion.

Parmi d'autres groupes anti-avortement états-uniens qui ont mené des activités au Salvador, on trouve Focus on the Family et le Population Research Institute, organisation issue de Human Life International qui en mars 2001 dénonçait la distribution de contraceptifs « *abortifs* » au Salvador par l'UNFPA (*United Nations Population Fund*, Fonds des Nations Unies pour la population) à la place de vivres aux victimes du tremblement de terre du 13 janvier. Cette organisation, qui a fait de l'UNFPA la principale cible de ses attaques, s'applique également à dénoncer les associations et institutions officielles qui conduisent des projets de planning familial ou de défense du droit à disposer de son corps.

Edgar González Ruiz

[1] « [Otto Reich et la contre-révolution](#) » par Paul Labarique et Arthur Lepic, *Voltaire*, 14 mai 2004.

[2] « [Le prêt-à-penser de la Fondation Heritage](#) », *Voltaire*, 8 juin 2004.

[3] « [Le Plan Powell pour l'après-Castro](#) » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 16 juin 2004.

[4] Le major Robert D'Aubuisson fut directeur adjoint de l'Agence de sécurité nationale du San Salvador jusqu'en 1979. Il déroba les dossiers des opposants de gauche et des théologiens de la libération et dirigea des escadrons de la mort pour les assassiner. Formé par Mario Sandoval Alarcon (le « *parrain* » du Guatemala), il coordonna la guerre de basse intensité dans son pays, en qualité de membre de la [Ligue anti-communiste mondiale \(WACL\)](#), tout au long de la dictature de la junte d'Adolfo Majano-Ramos et de Jaime Gutierrez. Il est réputé avoir personnellement organisé l'assassinat de Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, le 24 mars 1980, bien qu'il ait été acquitté de cette charge lors d'un procès arrangé.

[5] « [La nébuleuse de l'ingérence démocratique](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[6] Une vive polémique a opposé Thierry Meyssan à Mgr Fernando Saenz Lacalle lors de la nomination du prélat comme général de l'armée salvadorienne. En définitive, Mgr Lacalle démission de ses fonctions militaires. Par correction, nous reproduisons son point de vue : « [Droit de réponse de Mgr Fernando Saenz Lacalle, archevêque métropolitain de San Salvador](#) ».

La contestation contre Bush s'amplifie

Analyse

Dans le *Guardian*, Terry Jones, le Monty Python, tourne en dérision les arguments de l'administration Bush pour légaliser la torture. Un morceau rafraîchissant d'humour britannique, à ne pas manquer.

Publié à grands renforts de publicité, le texte collectif de 20 ambassadeurs et 6 généraux, que nous annonçons dans ces colonnes il y a quelques jours, secoue Washington. *Le Monde* en donne une version française. Les auteurs, qui déclarent agir dans l'intérêt des États-Unis et non de John Kerry, appellent les électeurs à mettre Bush dehors. Comme les précédentes pétitions de diplomates britanniques et états-uniens, celle-ci dénonce l'unilatéralisme et l'alignement de Washington sur Tel Aviv. La critique se centre sur le refus de la guerre des civilisations en prenant soin de ne pas analyser le 11 septembre.

Les politologues démocrates Mark Brzezinski, Graham Allison et Tobi T. Gati se situent clairement, eux, dans la campagne électorale. Ils dénoncent dans le *Moscow Times* le désengagement de l'administration Bush en Russie. Leur message aux lecteurs du quotidien anglophone de Moscou : John Kerry accroîtrait le soutien financier des associations pro-US en Russie et financerait le démantèlement de l'arsenal nucléaire soviétique. L'article n'est pas très élégant, mais les auteurs ne perçoivent pas que parler si abruptement d'argent pourrait être une faute de goût.

Reuel Marc Gerecht analyse les difficultés actuelles en Irak dans le *Wall Street Journal*. Il souligne la difficulté d'organiser des élections dans un pays où se posent de graves problèmes de sécurité et surtout où chaque communauté suspecte l'autre de vouloir atteindre à ses droits. Cependant, conclut-il, tout cela est peu important vu le souhait des populations d'avoir un gouvernement

représentatif. Le lecteur se souviendra que le même auteur s'était prononcé avant-guerre contre l'instauration d'une démocratie en Irak qui risquerait de porter au pouvoir des chiites tournés vers l'Iran. En outre, le lecteur placera cette analyse en perspective avec les résultats d'un sondage commandé en mai par l'Autorité provisoire de la Coalition selon lesquels seuls 2 % des Irakiens considèrent les États-Unis comme des libérateurs et 92 % comme des occupants.

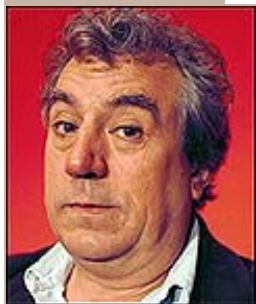
Dans la grande litanie des hagiographies de feu Ronald Reagan, Daniel Pipes apporte dans le *Jerusalem Post* sa contribution à cette réécriture de l'histoire. Le propagandiste islamophobe célèbre la clairvoyance et la fermeté de l'ancien président face à la révolution khomeyniste. Au passage, il prétend que l'Iran relâcha les otages de l'ambassade états-unienne à Téhéran le jour de l'investiture de Reagan parce qu'ils n'osaient pas l'affronter. On sait malheureusement, qu'ils voulaient le faire avant, mais qu'ils avaient retardé cette libération à la demande expresse du candidat Reagan moyennant non pas une rançon, mais une pension.

Ariel Sharon respire. Le procureur Mazuz a renoncé à l'inculper dans la kyrielle d'affaires politico-financière dans laquelle il est impliqué. Du coup, le Premier ministre peut espérer constituer un nouveau cabinet d'union nationale et conduire à son terme son plan de redéploiement de Tsahal. Encore faut-il détourner l'attention des électeurs du scandale d'une décision de justice sur mesure. C'est ce à quoi s'emploient de nombreux commentateurs, comme Michael Freund dans le *Jerusalem Post*, en confisquant les colonnes des journaux et les débats de télévision à propos de l'autorisation de la vente du porc. C'est cette décision, et pas le non-lieu de Sharon, qui mettrait l'État en péril. Que dis-je ? Qui mettrait la survie identitaire de l'État juif en question.

Enfin, le prix Nobel iranien Shirin Ebadi et Amir Attaran, lobbyiste de l'industrie du DDT, mettent en cause le soutien apporté par la Banque mondiale aux États gouvernés par des régimes autoritaires. Leur article est publié simultanément dans de nombreux quotidiens, du *New York Times* à *Gulf News*. Il reprend un thème abordé par Madame Ebadi, lors d'une conférence à la Banque mondiale, le 3 mai dernier, alors que la banque vient d'accorder de nouveaux crédits à l'Iran pour l'aider à améliorer la qualité de l'eau et de l'hygiène en milieu urbain.

Réseau Voltaire

Terry Jones



Scénariste, acteur et réalisateur, Terry Jones est membre des Monty Python.

« Ca ne fera pas trop mal »

Source : The Guardian

Référence : « This won't hurt much », par Terry Jones, *The Guardian*, 16 juin 2004.

Depuis un certain temps, j'essaye de savoir ce que fait mon fils après la chorale. Il refuse de dire où il va, prétextant que ce ne sont pas mes affaires et que nous sommes dans un pays libre. C'est peut-être le cas, mais qui sait s'il ne se rend pas à des réunions anarchistes ou à des groupes d'études islamistes ? Il est évident que si les jeunes ne disent plus où ils vont après la chorale, le pays est en danger.

J'ai donc décidé d'exercer un certain niveau de pression sur mon fils pour qu'il parle en lui mettant un sac sur la tête et en l'attachant au radiateur. Quand sa mère a protesté, j'ai fait pareil avec elle. Malheureusement, il n'a rien voulu dire alors j'ai commencé à l'affamer, à ne plus lui servir que des repas froids, à lui raser la tête, à le maintenir dans des positions stressantes, à ne plus éteindre la lumière de sa cellule et à lui passer de la musique forte. Bref, uniquement des mesures que des parents responsables adoptent quand ils veulent savoir ce que fait leur enfant après la chorale. Il n'a toujours pas voulu parler et j'ai hésité à aller plus loin car c'est quand même mon fils. Heureusement, **Donald Rumsfeld** est venu à mon secours.

J'ai lu dans le *New York Times* un mémo préparé pour le secrétaire à la Défense états-unien daté du 6 mars 2003 et qui précise ce qu'est ou non de la torture. Or, dans ce mémo, il est précisé qu'une douleur sévère infligée n'est de la torture que si la souffrance est précisément le premier objectif. Donc, si cette souffrance est infligée dans le but de savoir ce qu'un enfant fait après la chorale, ça n'est pas de la torture. Actuellement, plusieurs des amis de mon fils sont enfermés dans mon garage et je leur envoie des décharges électriques dans les parties génitales et je les humilie sexuellement afin qu'il me disent ce que fait mon fils après la chorale. Pour cela, j'ai l'approbation de la plupart des responsables de l'administration américaine à l'exception de celle des avocats du **département d'État**.

Je pense que je vais capturer tous les enfants du quartier, les attacher et lâcher des chiens sur eux. J'en tuerais peut-être un ou deux, mais ce n'est pas mon intention. Je prendrai alors peut-être des photos de ma femme allongée sur les corps morts et je les montrerai aux autres pour qu'ils parlent. Après tout, je ne fais qu'appliquer la politique de l'administration Bush depuis le 11 septembre.

Des diplomates et militaires étatsuniens de haut rang à la retraite

Avis T. Bohlen, Amiral
William J. Crowe, Jeffrey
S. Davidow, William A.
Depree, Donald B. Easum,
Charles W. Freeman Jr.,
William C. Harrop, Arthur
A. Hartman, Général
Joseph P. Hoar, H. Allen
Holmes, Robert V. Keeley,
Samuel W. Lewis,
Princeton N. Lyman, Jack
F. Matlock Jr., Donald F.
McHenry, Général Merrill
A. Mcpeak, George E.
Moose, David D. Newsom,
Phyllis E. Oakley, James
D. Phillips, John E.
Reinhardt, Général
William Y. Smith, Ronald I.
Spiers, Michael E. Sterner,
Amiral Stansfield Turner,
Alexander F. Watson.

« L'heure du changement a sonné, George Bush ! »

Source : Le Monde

Référence : « L'heure du changement a sonné, George Bush ! », par des diplomates et militaires états-uniens de haut rang à la retraite, *Le Monde*, 17 juin 2004.

Les signataires ont occupé des postes de responsabilité dans la préparation et l'exécution de la politique étrangère et de la politique de défense des États-Unis et collectivement, nous avons servi tous les présidents depuis Harry S. Truman. Certains d'entre nous sont démocrates, d'autres républicains ou indépendants, beaucoup ont voté pour **George W. Bush**, mais nous pensons tous que la politique de l'administration actuelle a échoué dans ce qui constitue ses principales responsabilités : la garantie de la sécurité nationale et le rôle de leader mondial. Il faut donc un changement.

Dès le début, le président Bush a adopté un approche autoritaire du rôle des États-Unis dans le monde. Il a compté sur la puissance militaire et s'est montré insensible aux intérêts des amis et des alliés traditionnels du pays et a montré du dédain envers l'ONU. Il a fait cavalier seul au lieu de s'appuyer sur la grande puissance économique et morale de l'Amérique. Cela a conduit les États-Unis à une guerre coûteuse et mal préparée dont l'issue est incertaine. Cela a justifié l'invasion de l'Irak par la manipulation de renseignements douteux sur les armes de destruction massive et les liens entre Saddam Hussein et Al Qaïda et les attentats du 11 septembre. Aucune preuve n'est venue à l'appui de ses arguments. Notre sécurité a été affaiblie car si nos militaires se sont battus courageusement, ils n'étaient pas préparés à l'occupation et à la reconstruction d'un pays.

Les sondages, dans le monde entier, font état d'une hostilité à notre égard et les jeunes musulmans se tournent vers le terrorisme. Jamais les États-Unis n'ont été aussi isolés, autant craints, jamais on ne s'est autant méfié d'eux. Aucun Américain loyal ne peut mettre en doute notre droit à agir seuls pour notre intérêt national, mais des dirigeants responsables ne se tourneraient pas vers une action militaire unilatérale avant que la diplomatie n'ait été explorée à fond. Aujourd'hui, les États-Unis souffrent d'une identification aux régimes autocratiques du monde musulman et d'une image de soutien inconditionnel à la politique israélienne. Pour accroître notre crédibilité face aux peuples musulmans, nous devons faire des efforts pour établir la paix entre Israéliens et Palestiniens et mener une politique qui encourage des réformes démocratiques responsables.

Les défis importants du XXIème siècle ne peuvent être résolus par la seule force militaire ou par l'unique superpuissance. Ils requièrent des efforts patients et coordonnés sous la direction des États-Unis. L'administration Bush a montré qu'elle ne comprenait pas la nouvelle ère et le temps du changement est venu.

Mark Brzezinski, Graham Allison, Toby T. Gati

Mark Brzezinski est avocat à Washington au cabinet McGuireWoods. Il a été directeur pour les questions russes et eurasiennes puis pour celles d'Europe centrale et orientale au National Security Council sous l'administration Clinton



Ancien directeur de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard, Graham Allison a été assistant du secrétaire à la Défense états-unien pour la Russie et les pays de l'ex-URSS durant le premier mandat de Bill Clinton. Il est aujourd'hui l'un des conseillers de John Kerry.

Toby T. Gati est conseillère sur les questions internationales pour le cabinet d'avocat Akin Gump. Elle a été assistante du secrétaire d'État pour le renseignement et la recherche durant le premier mandat de Bill Clinton avant de devenir l'assistante spéciale du président démocrate pour la Russie et l'Eurasie au National Security Council.

« Remettre en question la politique étrangère de Bush »

Source : Moscow Times

Référence : « Questioning Bush's Foreign Policy », par Mark Brzezinski, Graham Allison et Toby T. Gati, *Moscow Times*, 16 juin 2004.

La semaine passée, la Russie a célébré le quatorzième anniversaire de sa déclaration de souveraineté au moment où les États-Unis faisaient des funérailles nationales à **Ronald Reagan**. Ces deux événements doivent nous rappeler combien le monde a changé depuis l'effondrement de l'URSS et la fin de la Guerre froide.

L'Amérique a de nouveaux ennemis. La Russie s'est transformée politiquement et économiquement, mais les progrès ont été inégaux et les tendances récentes en Russie soulèvent des questions sur les Droits de l'homme, le respect de la loi et l'équilibre entre la puissance de l'État et la société civile. Toutefois, un partenariat équilibré entre les États-Unis et la Russie est toujours dans les intérêts des États-Unis, tout comme l'est l'intégration de la Russie dans l'économie globale. Le peuple américain se souviendra toujours de la solidarité des Russes lors du 11 septembre.

Il faut développer notre relations afin que les Russes et les Américains soient plus en sécurité et plus libres. L'état de nos relations dépendra de la façon dont les États-Unis dirigent le monde. Les États-Unis doivent respecter leurs principes moraux qui leur ont fait gagner la Guerre froide et davantage associer leurs alliés car c'est de leur attitude que dépendent les évolutions du monde. Du côté des Russes, un futur plus pacifique et prospère dépendra de la façon dont les Russes vont construire les institutions politiques et économiques nécessaires à la sauvegarde de leur liberté. L'entrée de la Russie dans le G8 offre une possibilité de discuter des évolutions du pays et de son adhésion aux normes démocratiques car la transparence et le respect du droit sont essentiels à la prospérité.

Compte tenu de ces attentes, les Américains veulent savoir pourquoi **George W. Bush** a diminué le budget requis pour la sécurité des armes nucléaires russes et a diminué de 50 % le *Freedom Support Act* qui soutenait les efforts des Russes qui défendent la société civile et le pluralisme dans leur pays. Les États-Unis ont besoin d'un président revenant aux valeurs de Truman et Reagan.

Reuel Marc Gerecht

Reuel Marc Gerecht est un ancien officier de la CIA. Il a publié divers ouvrages contre les ayatollahs iraniens sous le pseudonyme d'Edward Shirley. Il est membre de l'American Enterprise Institute et du Project for a new American Century.

« Une révolution démocratique ? »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Democratic Revolution ? », par Reuel Marc Gerecht, *Wall Street Journal*, 15 juin 2004.

Il est difficile de ne pas être pessimiste en observant la situation en Irak. Le manque de sécurité élémentaire et la peur que ressentent les Irakiens nourrit l'antiaméricanisme. L'Irakien moyen a peu de chance d'être victime de la violence, mais la peur empoisonne le débat politique. En outre, les Arabes irakiens ont tendance à avoir une faible estime des politiciens irakiens qui travaillent avec les États-Unis.

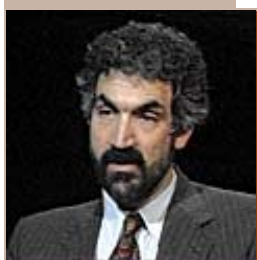
Les Sunnites s'inquiètent de leur perte de domination, même ceux qui sont favorables à la démocratie. Le nouveau président irakien, le Sheikh Ghazi Ajil al-Yawar, une figure sunnite de Mossoul, issu d'une tribu mêlant sunnite et chiite, pourra aider le gouvernement par intérim. Mais il ne fait pas de doute que sa légitimité sera bientôt remise en cause par ceux qui ne veulent pas d'un nouvel Irak. Si les sunnites du nouveau gouvernement perdent leur légitimité avant janvier, il sera difficile d'organiser des élections dans le triangle sunnite à cette date. Le clergé sunnite pourrait aider à calmer la situation, mais il est divisé entre une partie modérée et une partie radicale d'inspiration wahhabite et on ignore encore qui l'emportera.

La position du clergé chiite dans cette lutte interne du clergé sunnite est utile car il pousse à la modération. Les chiïtes sont beaucoup moins réticents face à la démocratie et le grand ayatollah Sistani n'a pas exprimé de réserves sur la sélection de M. Allaoui comme Premier ministre. Il sait que ce dernier n'a pas de base solide en Irak et qu'il devra s'appuyer sur les chiïtes. Sistani continue donc de contrôler la destinée d'un Irak démocratique. Il ne fait cependant pas de doute que Sistani se méfiera du gouvernement par intérim tant qu'il n'aura pas fait la preuve qu'il organisera des élections.

Les Kurdes de leur côté donnent des migraines à tous car ils veulent une autonomie que les chiïtes refusent, tout comme ils refusent un droit de veto sur la constitution aux Kurdes que ces derniers exigent.

En dépit de toutes ces mauvaises nouvelles, il faut garder l'espoir car une majorité d'Irakiens souhaite avoir un gouvernement représentatif.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Une victoire contre le terrorisme dès le début »

Source : Jerusalem Post

Référence : « An early victory against terror », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 16 juin 2004.

La première victoire remportée par les États-Unis dans la guerre au terrorisme a été gagnée par **Ronald Reagan**, le 20 janvier 81, le premier jour de sa présidence avec la libération des 52 otages retenus à Téhéran. Les dirigeants iraniens choisirent de ne pas affronter le nouveau président.

En 1979, l'ayatollah Khomeyni mis en place le premier État islamiste, c'est-à-dire un État utilisant les méthodes totalitaires communistes et fascistes au service de la loi islamique. Il visait à contrôler tous les aspects de la vie iranienne et à diffuser à l'étranger la révolution islamique. Comme tous les despotes utopistes, Khomeyni vit dans les États-Unis son principal adversaire, comme les Talibans plus tard, et il s'en prit donc aux Américains. Le 4 novembre 1979, une foule dirigée indirectement par lui s'empara de l'ambassade états-unienne et il affirma le 20 novembre que la prise de la Grande Mosquée de la Mecque était une initiative états-unienne (en fait, il s'agissait d'une attaque de fanatiques à la Ben Laden). Il en résulta des violences dans tout le monde musulman contre des Américains faisant quatre morts.

La réponse de Carter fut totalement inappropriée puisqu'il déclara qu'il fallait convaincre l'Iran que son véritable ennemi était l'URSS. Au contraire, Reagan et ses partisans menacèrent l'Iran d'une attaque. La réputation de Reagan et ses discours offrirent aux États-Unis une victoire sans goutte de sang.

Malheureusement, le bilan de Reagan par la suite dans la lutte contre le terrorisme est moins impressionnant. En définitive, son attitude fière et patriotique mena au succès, non seulement contre l'Union soviétique mais aussi contre le mouvement totalitaire qui a prit sa succession, l'Islam militant.

Michael Freund

Michael Freund a été sous-directeur à la communication et au planning politique dans le cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Un jugement de cochon »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A pig-headed verdict », par Michael Freund, *Jerusalem Post*, 16 juin 2004.

La décision de lundi de la Haute Cour de justice d'Israël d'accorder le droit de vendre du porc en Israël est une gifle au visage de l'histoire juive, à sa tradition et à sa culture. Cela marque une avancée de la campagne menée par certains secteurs de la société pour déjudaiser l'État juif et détruire les derniers vestiges de notre héritage.

Seul un juriste avec l'attachement le plus limité à notre passé pouvait prendre une telle décision. Il est donc affligeant de voir que ce sont neuf juges rassemblés à Jérusalem, capitale éternelle des juifs, qui ont accepté cette vente. Bien sûr, d'un point de vue libéral, on peut penser que l'État n'ait pas à choisir ce qui se vend ou non, mais nous sommes ici dans un État juif. Nous risquons de diluer notre identité si nous perdons nos traditions uniques. Chaque peuple a ses règles. L'interdiction de manger du porc est devenu le symbole de la fidélité à la foi juive et surtout l'attachement au peuple juif. Souvenons-nous que ne pas manger de porc était une raison suffisante pour terminer au bûcher sous l'inquisition espagnole. La décision de justice est une attaque contre un des symboles les plus affectifs de la foi juive et de son martyre. C'est un assaut contre le caractère juif de l'État qui vise à transformer Israël en « un État parmi tant d'autres ».

La justice ne veut pas que certains produits comme des armes à feu ou de l'alcool soient en vente libre, mais elle accepte que la vente de viande de porc soit autorisée en mettant en avant l'autonomie des individus. Ironiquement, le même jour, la cour suprême des États-Unis rappelait son attachement au divin en refusant d'interdire la mention « *one nation under God* » dans le serment d'allégeance.

Shirin Ebadi, Amir Attaran



Avocate féministe et militante des Droits de l'homme iranienne, Shirin

« Quand la politique corrompt l'argent »

Source : Gulf News

, International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « When Politics Corrupts Money », par Shirin Ebadi et Amir Attaran, *New York Times*, 16 juin 2004.

« The principle of the principal : Pragmatic lending needs review », *Gulf News*, 17 juin 2004.

« Loans go to tyrants while democracies go begging », *International Herald Tribune*, 17

Ebadi a reçu le Prix Nobel de la paix en 2003.



Opposant à la production de médicament générique pour lutter contre le Sida, Amir Attaran est professeur de droit et de santé publique à l'université d'Ottawa. Il est membre du conseil d'administration d'Africa Fighting Malaria, une organisation financée par les industriels du DDT, et expert au Royal Institute for International Affairs de Londres.

juin 2004.

Le problème de la **Banque mondiale** est qu'elle ne respecte pas les Droits de l'homme et qu'elle est inefficace dans sa lutte contre la pauvreté globale. Elle a fourni 18,5 milliards de dollars d'aide en 2003 et aurait dû refuser d'aider les pays non-démocratiques ou qui violent les Droits de l'homme de leur peuple. Donner de l'argent à des tyrans, c'est les renforcer et les encourager à nier les droits des populations.

Cela choquerait beaucoup de contribuables d'apprendre que la Banque mondiale ne fait pas de distinctions entre les démocraties et les dictatures quand elle fournit une aide économique à un État. La banque se justifie en affirmant agir ainsi par pragmatisme, assurant que cela aide quand même les populations, mais comment le vérifier dans un régime dictatorial et kleptocratique ? À côté de cela, des démocraties peinent à développer leur économie. La banque devrait fixer des critères démocratiques dans l'attribution des fonds, plus on a un régime démocratique, plus on pourra prétendre à ses aides. Mais elle ne fait rien de ce type car sa charte prévoit uniquement une appréciation des critères économiques. Si la Banque mondiale avait eu des critères démocratiques, elle n'aurait pas aider les dictatures de Duvalier et Mobutu.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .